

Le 19 MARS 2024

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT

Service Urbanisme Prévisionnel et Opérationnel – Habitat

N/réf : SP/AR

Objet : Modification n°3 du PLU de Coron
Ouverture de l'enquête publique

ARRÊTÉ n° 2024// 53

Le Président de Cholet Agglomération,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 153-36 à L. 153-44, R. 104-12 et R. 153-8,
- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-18 et R. 123-1 à R. 123-27,
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L. 311-9,
- Vu la délibération V-3 du 21 mars 2022 engageant la procédure de modification n°3 du PLU de Coron,
- Vu les avis rendus par les Personnes Publiques Associées (PPA),
- Vu la décision n°E24000020/49 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes en date du 15 février 2024 désignant Monsieur Jean-Yves HERVE en qualité de commissaire enquêteur,
- Vu l'avis conforme n°2024ACPD5/PDL-2023-7469 du 22 janvier 2024 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) des Pays de la Loire de ne pas soumettre à évaluation environnementale la procédure de modification n°3 du PLU de Coron,
- Vu la délibération V-2 du Conseil de Communauté en date du 18 mars 2024 ne soumettant pas à évaluation environnementale la modification n°3 du PLU de Coron,
- Considérant que les instances et organismes consultés qui ne se sont pas prononcés à la date du présent arrêté, pourront rendre leur avis avant l'enquête publique et que ces avis seront joints au dossier,
- Considérant la nécessité de soumettre à enquête publique la procédure de modification n°3 du PLU de Coron préalablement à son approbation,

Accusé de réception en préfecture
049-200071678-20240319-2024_53-AI
Date de réception préfecture : 21/03/2024

ARRÊTE

Article 1 : Il sera procédé, dans les conditions prévues par le code de l'urbanisme et le code de l'environnement, à une enquête publique portant sur la procédure de modification n°3 du PLU de Coron. Cette procédure, engagée par délibération du Conseil de Communauté en date du 21 mars 2022, a pour objets :

- d'ouvrir à l'urbanisation le lotissement " Le Côteau du Pinier ",
- d'inciter à une gestion des eaux pluviales à la parcelle,
- de favoriser la densification des activités au sein de la zone de Chantelevent.

Article 2 : Monsieur Jean-Yves HERVÉ, ingénieur en chef de l'armement en retraite, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes.

Article 3 : L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 16 jours, du jeudi 4 avril 2024 à 9h00 au vendredi 19 avril 2024 à 12h00, à l'Hôtel d'Agglomération, désigné comme siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 17h30 et à la mairie de Coron aux jours et heures habituels d'ouverture : les lundi, mardi et jeudi de 9h00 à 12h30 et de 14h à 16h00, les mercredi et vendredi de 9h00 à 12h30 et le samedi de 9h00 à 12h00.

Toute information concernant le dossier peut être demandée auprès de Monsieur le Président de Cholet Agglomération – Direction de l'Aménagement – Hôtel d'Agglomération – rue Saint-Bonaventure BP 62 111 – 49 321 CHOLET Cedex – tél. : 02 72 77 20 80 – courriel : amenagement-adc@choletagglomeration.fr.

Article 4 : Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et durant celle-ci, un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête est notamment :

- mis en ligne sur le site internet de Cholet Agglomération : urbanisme.cholet.fr,
- affiché à l'Hôtel d'Agglomération et à la mairie de Coron,
- affiché de manière visible et lisible sur le territoire de la commune de Coron, en des lieux fréquentés et concernés par les évolutions inscrites dans le projet de modification n°3.

Le même avis est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

Article 5 : Le dossier soumis à enquête publique est constitué conformément à l'article R. 153-8 du code de l'urbanisme et à l'article R. 123-8 du code de l'environnement. Il comprend notamment :

- les actes administratifs inhérents à la procédure,
- la notice de présentation de la modification n°3 du PLU de Coron (laquelle intègre des informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête),
- l'avis conforme de la MRAe et les avis émis par les organismes consultés et les PPA.

Article 6 : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations écrites ou orales, aux dates, heures et lieux suivants :

- le jeudi 4 avril 2024, de 9h00 à 12h00 à l'Hôtel d'Agglomération,
- le mercredi 10 avril 2024 de 9h00 à 12h00 à la mairie de Coron,
- le vendredi 19 avril 2024 de 9h00 à 12h00 à la mairie de Coron.

Article 7 : Pendant toute la durée de l'enquête, les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public :

- à l'Hôtel d'Agglomération, siège de l'enquête publique (dossier également en consultation gratuite sur un poste informatique),
- à la mairie de Coron.

Le dossier d'enquête publique sera consultable sur le site internet de Cholet Agglomération : urbanisme.cholet.fr.

Pendant toute la durée de l'enquête, chacun pourra consigner ses observations sur l'un des deux registres d'enquête précités ou les adresser par écrit à Monsieur le commissaire enquêteur :

- par voie postale à l'adresse suivante : Cholet Agglomération, Direction de l'Aménagement (Modification n°3 du PLU de Coron), Hôtel d'Agglomération, rue Saint-Bonaventure, BP 62 111, 49 321 CHOLET CEDEX,

- par voie électronique, à l'adresse suivante :

amenagement-adc@choletagglomeration.fr (objet : observation enquête publique / Modification n°3 PLU Coron).

Les observations reçues par voie électronique seront consultables sur le site internet de Cholet Agglomération : urbanisme.cholet.fr.

À compter de la date de publication de l'avis d'ouverture de l'enquête et pendant celle-ci, tout personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de Cholet Agglomération.

Article 8 : À l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 3, chacun des registres sera clos par le commissaire enquêteur qui rencontrera sous huitaine Cholet Agglomération et lui communiquera les observations orales et écrites consignées dans un procès verbal de synthèse. Cholet Agglomération disposera alors d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la clôture de l'enquête pour transmettre au Président de Cholet Agglomération, le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

Article 9 : Une copie du rapport et des conclusions sera transmise par le commissaire enquêteur au Président du Tribunal Administratif de Nantes.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à la Préfecture de Maine-et-Loire, à l'Hôtel d'Agglomération et à la mairie de Coron aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Cholet Agglomération : urbanisme.cholet.fr. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues à l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Article 10 : Suite à cette enquête publique, la procédure de modification n°3 du PLU de Coron, dont le dossier sera éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera approuvée par délibération du Conseil de Communauté de Cholet Agglomération.

Article 11 : Madame le Directeur Général des Services de Cholet Agglomération, Madame la Directrice Générale des Services de Coron et le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 12 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur dans un délais de deux mois à compter de sa publication. Cette démarche prolonge le délai de recours gracieux, qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la décision de rejet du recours gracieux.



Gilles BOURDOULEIX
Maire de Cholet
Président de Cholet Agglomération
Député honoraire